

À double tranchant



L'intégration de l'économie mondiale touche les travailleurs du monde entier

John Powers, électricien originaire de Rices Landing, Pennsylvanie, a changé de carrière grâce à une initiative publique en faveur des travailleurs licenciés.

LA MONDIALISATION façonne le cours de nos vies de multiples façons. Guidée par la mobilité des populations, des capitaux et des idées et favorisée par la technologie de l'information, elle est synonyme de vie meilleure pour certains, et d'adversité pour d'autres.

F&D dresse ici le portrait de six personnes sur cinq continents qui, pour le meilleur ou pour le pire, ont été touchées par la mondialisation.

Certains éprouvent des difficultés. Aux États-Unis, un ouvrier a perdu son emploi à cause de la concurrence étrangère, mais a rebondi grâce à une formation financée par l'État. En Suisse, les nouvelles technologies et la solidité du franc suisse créent une double menace pour les horlogers traditionnels : la concurrence des montres connectées à la mode et la main-d'œuvre française bon marché. Au Burkina Faso, la prospérité d'un agriculteur sur le marché mondial du coton a alimenté la croissance, mais la concurrence de pays plus riches qui ont les moyens de subventionner leur production menace ses moyens d'existence, et toute l'économie du pays.

D'autres en profitent, mais la situation est souvent nuancée. Aux Philippines, grâce à une main-d'œuvre relativement bon marché, instruite et anglophone, les entreprises de sous-traitance prospèrent. Le Pérou a bénéficié d'une hausse spectaculaire des cours internationaux du cuivre, essentiellement due à une demande chinoise insatiable. Enfin, en France, dans une banlieue difficile de Paris, des travailleurs laissés pour compte trouvent un emploi grâce à des applications comme Uber.



ACTE DEUX

John Powers se lève avant l'aube et conduit près de 100 kilomètres jusqu'à son travail à Pittsburgh (Pennsylvanie). Il lui arrive de ne rentrer qu'à 21 heures après une rude journée

passée à installer des barrières électriques. À 60 ans, cet ancien combattant de l'armée de l'air gagne 12 dollars de l'heure, et s'estime heureux d'avoir un emploi.

«Cinq de mes anciens employeurs ont mis la clé sous la porte ou ont licencié», raconte John en se reposant devant la cheminée de son coquet pavillon à Rices Landing, petite ville du Sud-Ouest de la Pennsylvanie.

Depuis des générations, les habitants de Rices Landing et d'autres villes sur les rives du Monongahela étaient assurés de trouver un emploi bien rémunéré dans les mines de charbon, les aciéries et les entreprises qui travaillaient pour elles, des équipementiers aux centrales électriques. Les choses ont commencé à changer dans les années 80, lorsque la sidérurgie a été décimée par la concurrence étrangère.

Aujourd'hui, le taux de chômage du comté de Greene, où vit John, s'établit à 7,1 %, l'un des plus élevés de Pennsylvanie, État où le chômage atteint 5,7 %.

Parmi les victimes récentes de la concurrence étrangère, on peut citer la fonderie de zinc de Monaca où John a réparé les machines pendant dix-huit ans. L'usine, qui récupérait le zinc de la poussière des fours à arc des aciéries, a été victime des importations bon marché d'acier galvanisé, revêtu de zinc.

Son propriétaire, Horsehead Corporation, a commencé en 2013 par licencier plus de 500 employés, dont John, puis a fermé l'usine l'année suivante. Pour rivaliser avec les importations, Horsehead a construit une fonderie moins coûteuse en Caroline du Nord et relocalisé la production d'oxyde de zinc au Canada.

«J'ai eu une peur bleue, se souvient John. Qu'est-ce que j'allais devenir? Je n'avais plus 20 ans.»

Un conseiller du Département du travail de Pennsylvanie l'a persuadé de profiter d'un programme fédéral en faveur des travailleurs privés d'emploi par la concurrence étrangère. Malgré ses scrupules à accepter une aide publique pour payer ses frais



de scolarité, John s'est inscrit au Pittsburgh Technical College pour se reconverter en électricien.

Il y a suivi des cours d'élocution, de rédaction et de mathématiques, ainsi que des cours d'électronique et de physique. «J'ai eu du mal à retourner sur les bancs de l'école, reconnaît-il. Certaines choses ne rentraient pas. Je devais les revoir deux ou trois fois.» Il s'est accroché, et a obtenu son diplôme spécialisé en 21 mois, avec mention, sans avoir manqué un seul cours.

«J'étais fier de moi, confie Powers, sur un ton bon enfant et avec un large sourire. Je ne pensais pas en être capable.»

John a décroché un emploi dans l'entreprise d'installation de barrières où il avait été apprenti, mais gagne deux fois moins qu'à Horsehead.

Beaucoup de ses anciens camarades n'ont pas eu cette chance. Certains ont perdu leur logement. Un autre, qui le taquinait d'avoir repris ses études, gagne aujourd'hui 10 dollars de l'heure comme ouvrier dans un élevage laitier.

«Il n'y a pas beaucoup d'argent par ici, indique John. Si vous gagnez 15 dollars de l'heure, c'est déjà très bien. Autrefois, c'était un salaire d'embauche à l'aciérie.»

Il aime son travail, mais les gros efforts physiques et les longs trajets quotidiens sont éprouvants. John, qui souffrait d'une arthrose de l'épaule, vient de se faire poser une prothèse. Depuis quelques mois, il a postulé sans succès à plus de 20 emplois plus proches, dont un comme responsable maintenance à une station d'épuration municipale.

Ses liens familiaux l'empêchent de chercher plus loin. Son père, 84 ans et métallurgiste à la retraite, vit tout près, au comté de Beaver, où John a grandi. Et puis John s'est fiancé à Alisa Hatchett, cadre au Département du travail, qui l'a encouragé à reprendre ses études.

En définitive, John pense avoir de la chance. «Aux râleurs, je réponds que le système a fait son devoir. Il m'a payé des études. Plus rien n'est acquis. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est vous aider. C'est ce qu'ils ont fait.»

Reportage : Chris Wellisz

Photographie : Martha Rial

ÉPOQUE TROUBLÉE

Lionel Parmentier et sa femme mènent depuis 40 ans une vie aisée grâce à l'horlogerie. Ils résident en Suisse à deux pas de stations de ski renommées, de vignobles classés patrimoine mondial et des eaux calmes du lac de Genève.

Symbole du confortable cocon économique dans lequel se nichent les citoyens du pays, son magasin de vente et de réparation a assuré à la famille 40 années relativement prospères.

Mais ce n'est pas le cas du secteur de l'horlogerie dont Lionel dépend, ni celui de son fils, qui s'est engagé dans la même voie, mais est aujourd'hui sans emploi et a peu de chances de trouver un travail convenable.

Entre 1995 et 2012, les horlogers suisses ont surfé sur une vague de croissance créée par la demande apparemment insatiable de produits de luxe venant des marchés émergents en pleine prospérité, en premier lieu la Chine. Mais la demande chinoise a nettement reculé depuis 2012, et avec elle la prospérité du secteur. Les horlogers ont subi un autre coup dur en

janvier 2015, lorsque la Banque nationale suisse a laissé flamber le franc suisse de 15 à 20 %, ce qui a sensiblement relevé le prix des montres suisses à l'étranger et a représenté un terrible revers pour un secteur qui exporte 95 % de sa production.

Selon la Fédération de l'industrie horlogère suisse, les exportations de bracelets-montres ont reculé de 5,6 % depuis 2011. Plus grave, les exportations ont diminué de 12,4 % entre le premier semestre de 2015 et le premier semestre de 2016. De grands acteurs comme Cartier, Vacheron Constantin et Piaget ont alors licencié. Le Swatch Group (avec des marques telles qu'Omega et Tissot) a enregistré une baisse de 54 % de son bénéfice d'exploitation au premier semestre de 2016.

Mais si l'illustre horlogerie suisse dépérit, le reste de l'économie semble bien se porter. À 60.500 dollars, le PIB par habitant est supérieur de 8 % à celui des États-Unis (en parité de pouvoir d'achat). D'autres exportations — produits chimiques et pharmaceutiques en particulier — progressent et, globalement, l'économie, partiellement dopée par la consommation publique, va bien. Les salaires sont élevés, le chômage faible. Certes, les étrangers n'achètent plus de montres suisses, mais les clients locaux restent nombreux à se rendre au magasin des Parmentier.

En revanche, Raphaël, fils de Lionel, a récemment perdu son emploi durant une vague de licenciements à la Compagnie financière Richemont, qui possède les marques Cartier et Piaget. Il était chef de projet au service de fabrication des cadrans depuis dix ans.



Lionel Parmentier dans son horlogerie à Lausanne, Suisse.



«La nouvelle m'a fait un choc. Nous venions d'emménager dans de nouveaux locaux», se souvient Raphaël.

Comme beaucoup d'analystes, il dénonce une stratégie axée sur le marché chinois. «Pour un observateur extérieur, il est évident que c'est une démarche dangereuse, précise-t-il. Ils sont très exposés à l'évolution de l'économie chinoise.»

Au départ, Raphaël, père de deux jeunes enfants, était convaincu de trouver un autre emploi dans le secteur, mais il a rapidement découvert que toute la profession était en difficulté.

«Aujourd'hui, je dirais qu'il est tout simplement impossible de trouver un emploi dans l'horlogerie. Les entreprises n'emploient plus beaucoup», regrette-t-il.

Raphaël en rejette la responsabilité sur les transfrontaliers français, heureux de prendre des emplois moins rémunérés. «Dans les parcs de stationnement des entreprises, on ne voit que des plaques d'immatriculation françaises. Les Suisses ont du mal à rivaliser.»

Raphaël reçoit une assurance chômage représentant 80 % de son salaire pendant 18 mois. Il a changé ses objectifs de carrière et vise dorénavant l'industrie spatiale en plein essor en Suisse, espérant que son expérience de chef de projet et ses compétences techniques feront de lui un candidat naturel.

Son père, quant à lui, n'est pas près d'abandonner une profession qui a assuré son existence pendant 40 ans, même s'il sait bien que le marché du luxe est menacé par les montres connectées, qui donnent l'heure, mais sont aussi dotées de fonctions informatiques tout comme les téléphones intelligents, à la fois téléphones et ordinateurs. «La montre traditionnelle va résister, prédit-il. Une montre connectée n'est qu'un écran, ce n'est pas un objet que l'on transmet de génération en génération.»

Reportage : Celeste Gorrell Anstiss

Photographie : Anastasia Vishnevskaya

L'OR BLANC

Le coton, deuxième produit d'exportation du Burkina Faso après l'or, fait vivre 4 millions de paysans, dont Kohoun Yorossi, producteur du village de Kamandéna, au Centre-Ouest du pays.

Appelé ici «or blanc», le coton représente près de 40 % du PIB du pays et, jusqu'en 2009, près de 60 % de ses recettes d'exportation. Les cotonculteurs sont actionnaires des trois sociétés cotonnières du pays, SOFITEX, Faso Coton et SOCOMA.

Sous un soleil de plomb, Kohoun guide le conducteur de son tracteur qui applique des pesticides sur un champ attaqué par les parasites. Dans son village, d'une région considérée comme le «grenier» du pays en raison de son potentiel agricole, ce trentenaire exploite 30 hectares depuis 2002, dont la moitié réservée au coton.

Il gagne en moyenne plus de 7.500 dollars par an.

«Avec ce que je gagne, j'ai pu acheter un tracteur il y a trois ans, avec l'équipement complet. J'ai pu aussi améliorer mon cadre de vie. Avant, nous vivions dans des maisons anciennes, mais aujourd'hui ma famille est à l'aise et tout va bien», explique-t-il.

Entre 2008 et 2010, la production avait cependant chuté de près de moitié. Découragés par la baisse des cours, certains cotonculteurs, dont Kohoun, avaient abandonné la culture du coton pour des cultures céréalières, tandis que d'autres réduisaient les superficies exploitées.

Un autre coup dur a été le passage généralisé au coton génétiquement modifié (coton Bt) après l'arrivée de la firme américaine Monsanto. Après plusieurs années d'expérimentation,



Kohoun Yorossi, de Kamandéna, Burkina Faso, s'oppose aux subventions agricoles des pays riches.

du coton Bt a été semé dans tout le pays en 2009. Cette nouvelle variété de coton, qui exige beaucoup moins de pesticides, semblait très prometteuse pour les agriculteurs, qui luttent depuis longtemps contre les parasites.

Ils ont cependant constaté que les cotonniers génétiquement modifiés produisaient une soie plus courte et peu éclatante,

«Nous ne demandons pas qu'ils cessent d'aider leurs agriculteurs, mais simplement qu'ils respectent leurs engagements.»

rendant ce coton moins attrayant que le coton traditionnel sur le marché mondial et nuisant à la réputation du coton burkinabé, renommé pour sa qualité.

«On nous avait promis la lune, mais notre situation a empiré», explique Kohoun.

Des problèmes plus vastes se sont aussi posés. La dépendance accrue du Burkina Faso à l'égard du coton a exposé l'économie aux chocs extérieurs (sécheresse, inondations et chute des cours mondiaux) ces dernières années.

Pour aider la filière, l'État a maintenu le prix des graines, engrais et autres intrants à 25 dollars le sac et porté son prix d'achat du kilo de coton graine de 34 cents à 40 cents, à la satisfaction de Kohoun. Cette augmentation coûtera à l'État environ 53 millions de dollars pour une superficie emblavée de 800.000 hectares.

Avec ce concours de l'État, la fourniture rapide des intrants de qualité dont il a besoin et le paiement des revenus du coton dans les meilleurs délais, Kohoun Yorossi espère aider le pays à atteindre son objectif de production.

Il a cependant des comptes à régler avec ses concurrents internationaux. Les exportations de coton burkinabé font face à la concurrence féroce de grands producteurs, en particulier ceux bénéficiant de subventions comme aux États-Unis. Comme beaucoup de ses collègues, il s'oppose à ces subventions, qui déstabilisent la production locale.

Des progrès ont été enregistrés. Dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce, le groupe «Coton-4» (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) a recueilli un soutien pour un accord qui limiterait les subventions aux exportations dans les pays riches et ouvrirait le marché aux exportations de coton des pays pauvres. Des pays comme l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon et la Suisse, ainsi que des pays de l'Union européenne, se sont engagés à verser 295 millions de dollars d'aide au développement au secteur du coton africain, mais, au milieu de 2016, ils avaient décaissé moins de la moitié de cette somme.

«Nous ne demandons pas qu'ils cessent d'aider leurs agriculteurs, mais simplement qu'ils respectent leurs engagements et permettent au coton africain de devenir un outil de développement pour des millions de pauvres», conclut Kohoun.

Reportage et photographie : Tiego Tiemtoré

L'APPEL DU SUCCÈS

Lorsque Rain Tan a suivi ses collègues de l'hôtellerie vers les centres d'appels qui venaient de voir le jour en 2001, il n'imaginait pas que ces centres deviendraient aujourd'hui la deuxième source de devises des Philippines et l'un de ses principaux employeurs.

À son arrivée au centre d'appels eTelecare, Rain, qui s'occupait des réservations à l'ancien hôtel Mandarin Oriental Manila, voulait seulement participer à un projet novateur et stimulant.

«À l'époque, je trouvais que c'était une structure intéressante, explique Rain. J'ai toujours aimé les horaires décalés. Et je pense que, ne sachant pas où recruter, ils ont prospecté le secteur du tourisme, car ils avaient besoin de gens capables de travailler le soir, bons en langues et à l'écoute des clients.»

Âgé de 24 à l'époque, il était persuadé de n'avoir rien à perdre, et tout à gagner. «J'étais sûr de rebondir en cas d'échec», se souvient Rain, diplômé en gestion marketing de De La Salle University à Manille.

Cette décision s'est révélée l'une des meilleures de sa vie professionnelle.

Rain a monté les échelons, passant d'agent à chef d'équipe, pour finir vice-président chargé des ressources humaines à Convergys Philippines, précurseur du secteur de la sous-traitance aux Philippines et premier employeur privé du pays.

D'après les dernières données publiques, le chiffre d'affaires de ce secteur devrait atteindre 25 milliards de dollars cette année, contre 3,2 milliards en 2006. En 2016, il employait environ 1,3 million de Philippins, contre 240.000 en 2006. Ce secteur en pleine expansion, qui assure des processus opérationnels précis comme la comptabilité, la paye ou le télémarketing, représente près de 8 % du PIB du pays, contre 2,6 % en 2006.

Cette part devrait augmenter, car les Philippines sont bien placées au regard de grands indicateurs tels que les talents expérimentés, la proximité culturelle avec les États-Unis, l'une des principales sources d'externalisation, et le nombre de diplômés universitaires.



Rain Tan, de Manille, Philippines, a trouvé sa vocation.

Les perspectives de croissance restent encourageantes malgré les récentes diatribes anti-américaines du nouveau Président Rodrigo Duterte, Rain pense que les entreprises de sous-traitance doivent préparer le secteur à la prochaine vague de croissance.

Des services téléphoniques (assistance et vente de produits et services), les Philippines doivent progresser dans la chaîne de valeur pour conquérir une plus grande part du marché des autres services à plus forte valeur ajoutée, notamment des services d'analyse et des services financiers en Inde, par exemple.

Il a toujours été difficile de recruter suffisamment d'employés qualifiés. Les candidats doivent travailler la nuit, gérer les appels de clients mécontents et parler l'anglais couramment.

Dans un secteur où le passage d'un centre à un autre est plus la règle que l'exception, Rain explique à ses employés qu'ils jouent un rôle majeur dans l'économie et assurent des services utiles au monde entier.

C'est ce qui le motive.

«Les clients disent toujours qu'ils ne trouvent pas un service de cette qualité ailleurs, explique-t-il. Nous prenons soin des clients, c'est notre marque de fabrique.» Il ajoute cependant que le moment est venu pour le secteur philippin de la sous-traitance de s'engager dans de nouvelles activités, en particulier celles qui offrent de meilleurs salaires.

«Dans ce jeu, c'est le premier arrivé qui se taille la part du lion. Plus tôt nous créerons des emplois de pointe à haute valeur ajoutée, mieux ce sera pour nous et pour le pays», conclut Rain.

Reportage : Tina Arceo-Dumlao

Photographie : avec l'autorisation de Convergys One



TOUT CE QUI BRILLE

Walter Ascona est un modèle, tant dans la fonderie de cuivre de Southern Peru Copper à Ilo, dans la région de Moquegua, que dans le reste du Pérou. Il encourage les jeunes à parler franchement : «N'ayez pas peur de poser des questions, vous apprendrez toujours quelque chose», conseille-t-il, en se remémorant son arrivée à Ilo il y a 41 ans.

Sur le point de devenir père et jeune étudiant en deuxième année de construction mécanique à l'université de Tacna, il a commencé comme manœuvre. Il a rapidement grimpé les échelons et, à 63 ans, il dirige aujourd'hui l'équipe chargée des procédés de fonderie.

Il est très respecté, à la fonderie et ailleurs. Il a occupé trois mandats de maire tout en travaillant les après-midi et le soir à la fonderie. Pendant 15 ans, il a aussi été dirigeant syndical et membre de la Confédération générale des travailleurs péruviens.

Southern, acheté par Grupo México en 2010, est l'une des plus grandes entreprises de cuivre du monde, représentant plus de 60 % de la production de cuivre du Pérou. «C'est là que j'ai tout appris : la camaraderie, l'amitié, comment demander, comment exiger. J'espère y rester parce que c'est une partie essentielle de ma vie, raconte Walter. Grâce à cette compagnie, j'ai bien gagné ma vie.»

L'entreprise n'a pas seulement bénéficié à Walter et à ses collègues, elle a aussi favorisé le développement des infrastructures à Ilo, site de la fonderie, et à Toquepala, site de la mine.



Walter Ascona, d'Ilo, Pérou, subit les hauts et les bas de la dépendance de son pays à l'égard des produits de base.

Comme le Chili, le Pérou a connu une forte croissance grâce à la hausse des cours internationaux du cuivre et à l'essor des exportations de cuivre vers la Chine. La taille de la Bourse du Pérou a triplé entre la fin de 2008 et la fin de 2010, et en 2012 le Pérou était le troisième producteur mondial de cuivre. Mais ce boom a été suivi par l'effondrement asiatique et le krach des métaux, qui ont semé le chaos dans l'économie mondiale.

«Les salaires ont commencé à augmenter en 2007, et nous autres manœuvres et employés gagnions entre 80.000 et 100.000 soles. C'était inimaginable, se rappelle Walter. Et grâce à l'effet

La mondialisation est nécessaire pour le Pérou, mais elle présente aussi des risques.

multiplicateur, les chauffeurs de taxi, les entreprises, tout le monde en a profité. Mais un krach entraîne tout avec lui.»

«Nous faisons partie de l'économie mondiale, remarque-t-il. Le cours du cuivre est passé de moins de 1 dollar la livre à 4 dollars. Nous en avons profité, notre pouvoir d'achat s'est amélioré, nous avons consommé sans compter. L'entreprise a mené une action sociale et y a investi. Mais le filon s'est épuisé, et il faut maintenant être prudents, la livre de cuivre dépassant

à peine 2 dollars. L'entreprise gagne toujours de l'argent, mais pas autant. Nous aussi.»

La mondialisation est nécessaire, en particulier pour un pays comme le Pérou, mais elle présente aussi des risques, et Walter le sait bien. Il reste néanmoins convaincu que les dirigeants péruviens doivent s'engager à diversifier l'économie pour ne plus être aussi tributaires de l'industrie minière.

«L'effondrement des cours du cuivre nous a pris de court. Nous avons besoin d'alternatives économiques et d'une ferme volonté politique», pense-t-il.

Walter attire aussi l'attention sur une autre question fondamentale : la protection de l'environnement. «Le Pérou devrait peu à peu encourager des investissements non seulement porteurs de croissance, mais aussi créateurs de développement durable, qui apportent des emplois et des revenus plus sûrs et ont moins d'effets préjudiciables sur les populations et l'environnement», explique-t-il.

Père de trois adultes et aîné de six enfants, Walter est accueilli chaleureusement dans les rues d'Ilo. Sa famille attend sa retraite avec impatience, mais lui n'y pense pas. Avec son casque de chantier immaculé, il se tient toujours prêt à faire les 3x8. Non seulement pour Southern, mais aussi pour faire avancer le Pérou.

Reportage : Alberto Ñiquen Guerra et Karla Chaman
Photographie : Alberto Ñiquen Guerra

VOIE DE SORTIE

Nous ne sommes qu'à cinq minutes du périphérique, la rocade qui sépare Paris des millions d'habitants de sa banlieue, mais c'est déjà un autre monde. À Aubervilliers, ville de 80.000 habitants autrefois située dans la plus grande zone industrielle d'Europe, le taux de chômage est largement supérieur à 20 %. Beaucoup de résidents sont d'origine étrangère et ont du mal à joindre les deux bouts.

Depuis quinze ans, Aubervilliers et l'État français ont investi des millions d'euros dans la revitalisation urbaine. Les usines ont laissé place à d'élégants immeubles de bureaux et centres commerciaux. En septembre 2016, la compagnie américaine de transports Uber y a ouvert un centre d'accueil pour une seule raison : la plupart de ses chauffeurs vivent à proximité, en Seine-Saint-Denis.

Bien que surveillée de près par l'État et sévèrement critiquée par les chauffeurs de taxi traditionnels, Uber a connu un succès immédiat à Paris. En 2015, rien qu'en Seine-Saint-Denis, 2.700 chauffeurs ont rejoint la start-up californienne, soit près de 80 % des chauffeurs en France. Environ 40 % d'entre eux étaient sans emploi.

Le succès de ce centre a été pratiquement immédiat : chaque jour, une longue file se forme à l'entrée. Certains veulent devenir chauffeurs, d'autres demander des conseils en comptabilité ou faire appel à d'autres services assurés par des partenaires choisis par Uber. D'autres encore viennent profiter de cours gratuits.

L'un d'entre eux est Farah Abdellah, immigré marocain, la cinquantaine. Pendant 23 ans, il a bien gagné sa vie comme directeur de production dans une entreprise d'impression textile.



Farah Abdellah (gauche) et Habib, lui aussi chauffeur, tous deux d'Aubervilliers, France, voient les avantages de Uber.

Il y a deux ans, son employeur, Finishtex, a fait faillite. Farah trouve une nouvelle voie chez Uber. «Devenir chauffeur indépendant, c'est un excellent moyen de changer de carrière. L'entreprise a une réputation internationale, je n'y vois que des avantages.»

Pour beaucoup de Français, *ubérisation* est un gros mot. Il est synonyme d'emploi mal rémunéré dans un monde où tous ont un statut d'indépendant, sans protection. Pourtant la plupart de ceux qui tournent autour de ce centre Uber en ont une opinion positive. «Je veux ouvrir mon entreprise, j'en ai toujours rêvé, avoue Farah. Je préférerais être entrepreneur. Je vais continuer de chercher dans ma spécialité.»

Après sa première journée, il se confie : «Ce n'est pas ce que je pensais. En fait, c'est assez difficile d'être assis dans une voiture toute la journée. C'est peut-être une solution temporaire, mais au moins j'ai retrouvé un emploi.»

Plus qu'ailleurs, le métier de chauffeur Uber à Paris a un aspect social. «Beaucoup de chauffeurs n'étaient jamais allés dans la capitale. Maintenant, ils quittent leur morne quartier et rencontrent des Parisiens de tous les horizons. Cela leur donne une autre perspective, et plus de confiance en eux : ils réalisent qu'ils peuvent s'échapper de la banlieue», raconte un employé.

Uber pourrait être l'un des premiers créateurs d'emplois de Seine-Saint-Denis. Malgré ses promesses, le gouvernement n'est pas parvenu à résoudre le problème du chômage. «Maintenant, cette entreprise privée fait le travail que l'État devrait faire», explique Farah.

Une autre raison, plus subtile, explique que ces banlieusards veulent travailler pour Uber : leur code postal, le 9-3, est synonyme de logements dégradés, de violence et de pauvreté. «Beaucoup ici cherchent un emploi depuis longtemps. Quand les entreprises voient 9-3 sur un CV, ils le jettent à la poubelle, même si le candidat est parfaitement qualifié, remarque Farah, agacé, mais pas Uber.»

Reportage et photographie : Stefan de Vries